

Artikel 14 heeft uitwerking op 1 januari 2005.
De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 16 december 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA
De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET,
De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN,
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS,
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
F. LAANAN,
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—————
Nota's

Zitting 2005-2006
Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 186-1. — Advies van de commissies, nr. 186-2 en nr. 186-3. — Commissieamendementen, nr. 186-4. — Verslag, nr. 186-5.
Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 6 en 7 december 2005. — Aanneming. Vergadering van 7 december 2005.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 551

[2006/200260]

22 DECEMBRE 2005. — Décret modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 36°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion le mot « coaxial » est supprimé.

Art. 2. Dans l'article 14 du même décret, il est inséré un sixième paragraphe rédigé comme suit :

« § 6. La publicité clandestine, les spots de télé-achat clandestins et les programmes de téléachat clandestins sont interdits ».

Art. 3. L'article 18, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La publicité, les spots de télé-achat, l'autopromotion et les programmes de télé-achat doivent être insérés entre les programmes. Sous réserve des conditions fixées aux §§ 2 à 5, la publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion peuvent être insérés pendant des programmes, de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur de ces programmes en tenant compte de leurs interruptions naturelles ainsi que de leur durée et de leur nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit ».

Art. 4. L'article 18, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Lorsque des programmes autres que ceux couverts par les §§ 2 et 3 du présent article sont interrompus par la publicité, les spots de télé-achat ou l'autopromotion, une période d'au moins vingt minutes doit s'écouler entre chaque interruption successive à l'intérieur des programmes ».

Art. 5. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le temps de transmission consacré à la publicité et aux spots de télé-achat est fixé par le Gouvernement. Pour la publicité, ce temps de transmission ne peut dépasser 15 % du temps de transmission quotidien. Toutefois, ce temps de transmission peut être porté à 20 % s'il comprend des spots de téléachat, à condition que le volume des spots de publicité ne dépasse pas 15 %.

§ 2. Le temps de transmission maximum des spots de publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 % de cette période ».

Art. 6. L'article 21 du même décret est supprimé.

Art. 7. L'article 35, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par dérogation, les radios indépendantes visées à l'article 53 ne sont pas soumises au § 1^{er}, 1°, 4° et 6°.

Les éditeurs de services de radiodiffusion sonore visés à l'article 58 ne sont pas soumis au § 1^{er}, 1°. S'ils sont constitués en association sans but lucratif, ils ne sont pas soumis au § 1^{er}, 4° et 6° ».

Art. 8. A l'article 41, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française » sont ajoutés in fine.

Art. 9. Dans l'article 61 du même décret, les mots « et au Gouvernement » sont supprimés.

Art. 10. A l'article 61, 2°, du même décret, les mots « ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif » sont ajoutés entre les mots « de la société » et « arrêtés au 31 décembre de chaque année ».

Art. 11. L'article 62 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En dérogation aux articles 33 à 36, 53 à 57 et 58 à 61 et après avis du Conseil de l'éducation aux médias, les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio d'école.

L'établissement introduit auprès du Secrétaire général de la Communauté française une demande comprenant la description du projet éducatif ainsi que, s'il souhaite disposer d'une radiofréquence dont l'assignation est déterminée à l'article 106, le lieu d'émission souhaité.

L'autorisation est attribuée pour une période de deux années scolaires au plus prenant cours à la première rentrée scolaire qui suit l'attribution de l'autorisation. Elle est renouvelable au profit du même titulaire. La demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation.

§ 2. Les radios d'école ne peuvent avoir recours à la publicité, au parrainage et au téléachat.

§ 3. Le Gouvernement informe le CSA de toute autorisation de radio d'école et, s'il échet, de la radiofréquence qui lui a été assignée ».

Art. 12. L'article 64 du même décret est complété in fine par un quatrième alinéa libellé comme suit : « Le Gouvernement conclut avec chaque télévision locale une convention qui décrit les modalités particulières d'exécution des missions de service public adaptées aux spécificités de chaque télévision locale ».

Art. 13. Les alinéas 5 et 6 de l'article 65 du même décret sont remplacés par la disposition suivante : « L'extension de cette zone de réception au-delà de la zone de couverture ne peut être effective que de commun accord entre la télévision qui entend étendre sa zone de réception au-delà de sa zone de couverture et la télévision dont la zone de couverture est, en tout ou en partie, visée par cette extension de zone de réception. L'accord conclu entre les télévisions locales concernées prévoit la durée pour laquelle l'accord est conclu, qui ne peut être plus longue que celle des autorisations des télévisions locales, et les modalités selon lesquelles il peut être mis fin par anticipation à l'accord. L'accord est notifié au Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions et au Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Les télévisions locales concernées par l'extension d'une zone de réception déterminent entre elles les conditions de cette extension afin de prévenir toute entrave au développement de l'une ou de l'autre de ces télévisions locales ».

Art. 14. L'article 70, § 5, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Les administrateurs publics visés au deuxième alinéa du § 1^{er} d'une télévision locale située en région de langue française sont désignés à la proportionnelle de la composition de l'ensemble des conseils communaux de la zone de couverture de la télévision locale concernée.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte, pour les listes qui ne se présentent pas sous le sigle d'un groupe politique reconnu au Conseil de la Communauté française, des déclarations individuelles d'apparemment à une autre liste démocratique.

Les élus qui s'abstiennent de la déclaration visée à l'alinéa 2, au plus tard le jour de la première réunion du conseil communal qui fait suite aux élections, ne sont pas pris en considération pour le calcul de la proportionnelle ».

Il est ajouté un § 10 à l'article 70 du même décret, formulé comme suit :

« § 10. L'exercice d'un mandat d'administrateur est incompatible avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide. »

Art. 15. L'article 74, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« La totalité des subventions de fonctionnement des télévisions locales est adaptée annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971.

Art. 16. A l'article 79, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française » sont ajoutés in fine.

Art. 17. Un article 103bis est introduit dans le même décret dont le libellé est le suivant :

« Le Gouvernement arrête le nombre, la structure et la zone de service des réseaux de radiofréquences à insérer dans l'appel d'offres visé à l'article 104. »

Art. 18. A l'article 104, alinéa 2, 1^o, du même décret, les termes « accompagnées de leurs caractéristiques techniques » sont supprimés.

Art. 19. A l'article 114, alinéa 2, du même décret, il y a lieu d'insérer entre les mots « la liste des radiofréquences » et « aux opérateurs de réseau » le terme suivant :

« assignables ».

Art. 20. A l'article 133, § 1^{er}, 5^o, du même décret, les termes « et des obligations des télévisions locales » sont supprimés.

Art. 21. A l'article 133, § 1^{er}, est inséré un 5^obis rédigé comme suit :

« 5^obis de rendre un avis sur la réalisation des obligations des télévisions locales, et notamment de celles découlant de la convention conclue entre chacune d'elles et le Gouvernement ».

Art. 22. A l'article 133, § 1^{er}, 10^o, du même décret, les mots « , de la convention conclue entre le Gouvernement et chacune des télévisions locales » sont insérés entre « du contrat de gestion de la RTBF » et « ainsi que d'engagements pris dans le cadre d'une réponse aux appels d'offres visés par le présent décret ».

Art. 23. A l'article 156, § 1^{er}, du même décret, les mots « , de la convention conclue entre le Gouvernement et chacune des télévisions locales » sont insérés entre « du contrat de gestion de la RTBF » et « ainsi que d'engagements pris dans le cadre de la réponse à un appel d'offres visé par le présent décret ».

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2004 fixant la procédure d'extension de la zone de réception au-delà de la zone de couverture dans laquelle les TV locales réalisent leurs missions est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 2005.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2005-2006

Documents du Conseil - Projet de décret n° 178-1 - Amendement en commission n° 178-2 - Rapport de Commission n° 178-3

Compte rendu intégral - Discussion et adoption. Séance du 21 décembre 2005

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 551

[2006/200260]

22 DECEMBER 2005. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, 36°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt het woord « coaxiale » geschrapt.

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Sluikreclame, verkapte telewinkelenspots en telewinkelenprogramma's worden verboden ».

Art. 3. Artikel 18, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Reclame, telewinkelenspots, zelfpromotie en telewinkelenprogramma's moeten tussen de uitzendingen worden ingevoegd. Onder voorbehoud van de voorwaarden vastgesteld in de §§ 2 tot 5 kunnen reclame, telewinkelenspots en zelfpromotie eveneens tijdens de uitzendingen worden ingevoegd, op zodanige wijze dat de integriteit en de waarde van de uitzendingen niet worden geschaad, rekening houdend met de natuurlijke pauzes alsmede met de duur en de aard van het programma, en er geen afbreuk wordt gedaan aan de rechten van de rechthebbenden ».

Art. 4. Artikel 18, § 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 4. Wanneer andere dan onder de §§ 2 en 3 van dit artikel bedoelde uitzendingen door reclame, telewinkelenspots of zelfpromotie worden onderbroken, moet een tijdvak van ten minste twintig minuten verlopen tussen iedere opeenvolgende onderbreking binnen de uitzendingen ».

Art. 5. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. De zendtijd voor reclame en telewinkelenspots wordt door de Regering vastgesteld.

Voor reclame mag die zendtijd niet meer dan 15 % van de dagelijkse zendtijd uitmaken.

Die zendtijd mag evenwel tot 20 % worden opgetrokken, indien hij telewinkelenspots omvat, op voorwaarde dat de reclamespots niet meer dan 15 % uitmaken.

§ 2. De maximale zendtijd voor reclamespots en telewinkelenspots binnen een bepaalde periode van één klokuur wordt door de Regering vastgesteld.

Hij mag niet meer dan 20 % van die periode bedragen.

Art. 6. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 7. Artikel 35, § 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Bij wijze van afwijkingsmaatregel worden de in artikel 53 bedoelde onafhankelijke radio's niet onderworpen aan § 1, 1°, 4° en 6° ».

De uitgevers van klankradio-omroepdiensten bedoeld in artikel 58 worden niet onderworpen aan § 1, 1°. Zijn ze als een vereniging zonder winstoogmerk opgericht, dan worden ze niet onderworpen aan § 1, 4° en 6° ».

Art. 8. In artikel 41, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « alsook de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap » in fine toegevoegd.

Art. 9. In artikel 61 van hetzelfde decreet worden de woorden « en aan de Regering » geschrapt.

Art. 10. In artikel 61, 2^o van hetzelfde decreet worden de woorden « of de jaarrekening van de vereniging zonder winstoogmerk » toegevoegd tussen de woorden « van de maatschappij » en « die op 31 december van elk jaar worden vastgesteld ».

Art. 11. Artikel 62 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. In afwijking van de artikelen 33 tot 36, 53 tot 57 en 58 tot 61, en na advies van de Raad voor Media-opvoeding, kunnen de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, van de Regering de vergunning verkrijgen een schoolradio te organiseren.

De instelling dient bij de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap een aanvraag in die de beschrijving van het onderwijsproject alsook, indien ze over een radiofrequentie wenst te beschikken waarvan de toewijzing in artikel 106 wordt bepaald, de gewenste zendplaats vermeldt.

De vergunning wordt toegekend voor een periode van hoogstens twee schooljaar, ingaande vanaf het begin van het eerste schooljaar dat volgt op de toekenning van de vergunning. Ze kan worden vernieuwd voor dezelfde vergunninghouder. De aanvraag om vernieuwing moet ten minste 6 maanden voordat de vergunning verstrijkt, worden ingediend.

§ 2. Schoolradio's mogen geen reclame, sponsoring en telewinkelen gebruiken.

§ 3. De Regering brengt de Hoge Raad voor de audiovisuele sector op de hoogte van elke vergunning verleend aan een schoolradio en, in voorkomend geval, van de radiofrequentie die haar toegewezen is.

Art. 12. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt in fine aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« De Regering sluit met elke lokale televisiezender een overeenkomst af waarbij de bijzondere uitvoeringsmodaliteiten worden beschreven van de opdrachten van openbare dienst aangepast aan de eigenaardigheden van elke lokale televisiezender. »

Art. 13. De vijfde en zesde leden van artikel 65 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Het uitbreiden van dat ontvangstgebied buiten het zendgebied kan alleen in onderlinge overeenstemming gebeuren tussen de televisiezender die zijn ontvangstgebied wil uitbreiden buiten het zendgebied en de televisiezender waarvan het zendgebied, geheel of gedeeltelijk, bedoeld wordt door het uitbreiden van het ontvangstgebied.

Het akkoord dat afgesloten wordt tussen de betrokken lokale televisiezenders bepaalt de duur waarvoor het akkoord is afgesloten, die niet langer mag zijn dan deze van de vergunningen van de lokale televisiezenders, en de nadere regels volgens welke voorafgaandelijk een einde kan worden gemaakt aan het akkoord. Het akkoord wordt meegedeeld aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort en aan de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector.

De lokale televisiezenders die betrokken worden bij de uitbreiding van een ontvangstgebied bepalen onder elkaar de voorwaarden voor die uitbreiding om elke belemmering van de ontwikkeling van één van die lokale televisiezenders te voorkomen. »

Art. 14. Artikel 70, § 5, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 5. De in het tweede lid van § 1 bedoelde overheidsbestuurders van een lokale televisiezender gelegen in het Frans taalgebied worden aangesteld in evenredigheid met de samenstelling van het geheel van de gemeenteraden van het zendgebied van de betrokken lokale televisiezender.

Voor de berekening van die evenredigheid, wordt, voor de lijsten die zich niet aanmelden onder het letterwoord van een politieke fractie die in de Raad van de Franse Gemeenschap erkend is, rekening gehouden met de individuele verklaringen tot groepering met een andere democratische lijst.

De verkozenen die zich onthouden van de verklaring bedoeld in het tweede lid, ten laatste de dag van de eerste vergadering van de gemeenteraad die volgt op de verkiezingen, worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de evenredigheid ».

Er wordt een § 10 toegevoegd aan artikel 70 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« § 10. De uitoefening van een mandaat van bestuurder is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van een instelling die de beginselen van democratie niet naleeft zoals vermeld inzonderheid door het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide. »

Art. 15. Artikel 74, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De gehele werkingssubsidies van de lokale televisiezenders worden jaarlijks aangepast op grond van de gewone schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals bepaald in de wet van 2 augustus 1971. »

Art. 16. In artikel 79, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « alsook de auteurs en de uitvoerende kunstenaars van de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap » in fine toegevoegd.

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt een artikel 103bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering stelt het aantal, de structuur en de dienstzone vast van de radiofrequentienetwerken die ingevoegd moeten worden in de offerteaanvraag bedoeld in artikel 104. »

Art. 18. In artikel 104, tweede lid, 1^o van hetzelfde decreet worden de woorden « samen met hun technische kenmerken » geschrapt.

Art. 19. In artikel 114, tweede lid van hetzelfde decreet, dient tussen de woorden « la liste des radiofréquences » en « aux opérateurs de réseau » het volgende woord te worden ingevoegd : « assignables ».

Art. 20. In artikel 133, § 1, 5° van hetzelfde decreet worden de woorden « en de verplichtingen van de plaatselijke televisieomroepen » geschrapt.

Art. 21. In artikel 133, § 1 wordt een 5°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 5°*bis* een advies uit te brengen over de nakoming van de verplichtingen van de lokale televisiezenders en in het bijzonder van deze die voortvloeien uit de overeenkomst gesloten tussen elk van die en de Regering. »

Art. 22. In artikel 133, § 1, 10° van hetzelfde decreet worden de woorden « , uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de lokale televisiezenders » ingevoegd tussen de woorden « uit het beheerscontract van de RTBF » en de woorden « alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van een antwoord op de offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet ».

Art. 23. In artikel 156, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « , uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de lokale televisiezenders » ingevoegd tussen de woorden « uit het beheerscontract van de RTBF » en de woorden « alsmede uit verbintenissen genomen in het kader van een antwoord op de offerteaanvraag bedoeld bij dit decreet ».

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 houdende vaststelling van de procedure voor de uitbreiding van het ontvangstgebied buiten het zendgebied waarin de lokale televisiezenders hun opdrachten vervullen, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2005-2006

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 178-1. - Commissieamendement, nr. 178-2. Verslag van de Commissie, nr. 178-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 december 2005.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 552

[2006/200384]

2 FEVRIER 2006. — Décret modifiant les articles 1^{er}*bis* et 6 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, ainsi que l'article 1^{er}*bis*, §§ 5, 6 et 7, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}*bis* du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} devient le § 1^{er};

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. L'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud est un aéroport dont l'exploitation est autorisée entre 6 h 30 m et 23 h 00. Toutefois, entre 6 h 30 m et 7 h 00 m et entre 22 h 00 m et 23 h 00 m, les mouvements d'avions ne sont autorisés que pour autant qu'ils ne dépassent pas un quota de bruit maximum autorisé par mouvement fixé à 5 points et calculé conformément au § 4. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les limitations à l'exploitation de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud définies au paragraphe précédent ne s'appliquent pas pour :

1° les décollages et atterrissages des avions transportant des membres de la famille royale belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des familles royales étrangères, des chefs d'Etat ou des chefs de Gouvernement étrangers, le président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

2° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

3° les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

4° les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles, telles que lors de vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux, ou lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques.